

Soutenir les luttes populaires des Suds contre les ingérences et pour l'émancipation

L'expulsion progressive de l'armée française du Sahel - du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad - marque un tournant. **Elle résulte de mobilisations populaires et de refus collectifs de l'ingérence étrangère, et ne doit en aucune manière être déstabilisée en sous-main.**

Cette dynamique reste aussi menacée par la consolidation de régimes militaires autoritaires. L'édification de l'Alliance des États du Sahel (AES) pourrait porter une rupture avec la Françafrique, à condition qu'elle ne se fasse pas **au détriment de la souveraineté populaire** et des libertés démocratiques.

Notre soutien doit aller aux peuples, pas aux pouvoirs.

En Algérie, les blocages de la mémoire coloniale ravivent un contentieux historique profond. La reconnaissance des massacres coloniaux qui ont été perpétrés à Madagascar, au Cameroun, au Niger reste taboue.

Dans les Outre-mer, les mobilisations qui ont lieu en Nouvelle-Calédonie, aux Antilles ou à Mayotte traduisent une même volonté d'émancipation face au mépris néocolonial, à la destruction sociale et à la dépossession environnementale.

Partout, les peuples exigent justice, reconnaissance et autodétermination. C'est à ces luttes qu'il faut prêter main-forte.

Construire un internationalisme populaire et décolonial

Face à la fascisation globale, les réseaux de solidarité sont fragilisés : les Forums sociaux européens ont disparu, les dynamiques du FSM se sont affaiblies. Pourtant, des espaces renaissent. En 2024, un collectif unitaire contre les ingérences françaises en Afrique a vu le jour. Le prochain Forum social mondial à Cotonou en 2026 pourrait être une étape vers la **reconstruction d'un internationalisme d'en bas, ancré dans les luttes concrètes des Suds et des diasporas.**

Nos revendications communes, au service des peuples d'Afrique:

- **Cessation immédiate de toute coopération militaire et des ventes d'armes avec les régimes autoritaires**, notamment sur le continent africain.
- **Fin des ingérences et des destabilisations françaises** dans les affaires politiques, économiques et institutionnelles des pays du Sud global (via la CEDEAO, l'OIF, ou des bases militaires).
- **Reconnaissance des crimes coloniaux** (Sétif, Guelma, Madagascar, Cameroun, Niger...) comme crimes d'État, avec des réparations symboliques et matérielles. **Reconnaissance du recours à la torture** comme système en application de la doctrine de la « guerre contre-révolutionnaire », devenue « l'école française ».
- **Sanctions pénales contre les multinationales françaises prédatrices** (Bouygues, Bolloré, Total, etc.) responsables de corruption, d'accaparement et de destruction écologique.
- **Suppression du franc CFA**, en partenariat avec les mouvements et institutions panafricanistes progressistes.
- **Reconversion des budgets d'OPEX** en investissements dans une aide au développement solidaire, transparente, négociée avec les peuples concernés. Et qui contribue à lutter contre la violence des politiques migratoires.
- **Fin de la politique coloniale en Outre-mer**, et engagement clair pour le droit à l'autodétermination.
- **Respect du droit à l'autodétermination** pour les peuples kanak et sahraoui (résolution 1514 AG de l'ONU du 14.12.1960)
- **Refondation de la diplomatie française**, pour une politique de paix, de désarmement, de coopération juste entre les peuples. A l'ONU, dans le cadre de l'Union européenne...

- **Libération de l'information** : fin de la censure et des silences complices dans les médias publics sur les luttes anticoloniales, les mobilisations sociales, les quartiers populaires.
- **Transmission active des mémoires et des expertises**: enseignement de l'histoire (néo) coloniale, de l'arabe, des littératures africaines et diasporiques dans le système éducatif et à l'Université.

Ces revendications ne concernent pas seulement des réparations attendues, mais constituent des jalons d'un horizon à reconstruire. Depuis les luttes africaines et antillaises, les Outre-mer, les quartiers populaires, les diasporas, montent des voix qui refusent l'ordre impérial et ses recompositions autoritaires. C'est avec elles, et non à leur place, que nous voulons bâtir des solidarités actives, démocratiques, équitables. Un autre monde reste à imaginer — il a déjà commencé à émerger, depuis les marges du monde actuel, les périphéries de nos sociétés, les dominé-es qui relèvent la tête.

Premiers signataires

Nils ANDERSSON ancien éditeur, essayiste spécialiste de géopolitique
 Martine BOUDET didacticienne, membre du Conseil scientifique d'Attac France
 Pierre BOUTRY animateur du site « Alliance des Forces Progressistes pour l'Afrique »
 Frédéric BURNEL militant pour l'émancipation, syndicaliste enseignant, membre d'Égalités
 Michel CAHEN, historien de la colonisation, directeur de recherche émérite du CNRS à Sciences Po Bordeaux
 Anne CAUWEL militante internationaliste
 Patrice COULON, militant non-violent, écologiste, altermondialiste et des droits humains
 Alexis CUKIER philosophe, militant syndical, membre d'Attac et d'Égalités
 Michèle DECASTER secrétaire générale de l'AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique)
 Didier EPSZTAJN, animateur du blog « Entre les lignes entre les mots »
 Sylviane FRANZETTI inspectrice retraitée de la concurrence, consommation, répression des fraudes
 Franck GAUDICHAUD, historien, membre de France Amérique Latine
 Sylvie LARUE, Cerises la coopérative
 Frédéric LEBARON, sociologue
 Philippe LE CLERRE co-secrétaire Commission Paix et Désarmement - Les Ecologistes
 Olivier LE COUR GRANDMAISON, universitaire
 Christian MAHIEUX, syndicaliste Solidaires, Réseau syndical international de solidarité et de luttes, revue *Les utopiques*
 Fabien MARCOT - Co-secrétaire d'Égalités
 Oumar MARIKO président du Parti SADI en exil, ancien député à l'Assemblée Nationale, chevalier de l'ordre national du Mali
 Paul MARTIAL rédacteur d'Afriques en Lutte
 Gustave MASSIAH, militant altermondialiste
 Richard NEUVILLE, militant internationaliste et de l'autogestion
 Alain REFALO, porte-parole du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente)
 Pierre ROUSSET Europe solidaire sans frontières (ESSF)
 Catherine SAMARY économiste internationaliste
 Patrick SAURIN syndicaliste Solidaires
 Gérard TAUTIL, auteur et militant autonomiste occitan (Provence)
 Eric TOUSSAINT, porte-parole CADTM international
 Patrick VASSALLO, militant de l'émancipation (Cerises La coopérative, institut Polanyi, alternatif'ESS, syndicaliste)
 Pedro VIANNA poète, homme de théâtre, enseignant universitaire
 Christiane VOLLAIRE philosophe (CNAM, Université Paris-Cité et Institut Convergences Migrations)
 Béatrice WHITAKER membre d'Égalités